

COMMUNIQUE DE PRESSE Paris le 07 novembre 2024

Solidaires Fonction Publique a participé à la rencontre entre Guillaume Kasbarian, ministre de la fonction publique, et les organisations syndicales représentatives de la fonction publique.

Cela a été l'occasion pour Solidaires de faire part de ses exigences et notamment :

- le retrait du projet de loi dit Guérini
- l'abandon des amendements du gouvernement prévoyant 3 jours de carence et le passage à 90% d'indemnisation pour les 3 mois de maladie
- le maintien de la GIPA
- l'ouverture de négociations salariales avec des enveloppes ambitieuses permettant de répondre à l'ampleur de l'urgence salariale dans la fonction publique.

Si le ministre a annoncé renoncer à la suppression des catégories, tout le reste du projet de loi Guérini semble bien maintenu avec notamment la valorisation de l'investissement individuel et collectif c'est-à-dire la rémunération au mérite, et le chantier des chantiers des départs de la fonction publique dont on peut imaginer en filigrane qu'il s'agit notamment de licenciements...

Passer par la concertation en lieu et place d'un projet de loi ne change rien aux orientations de fond inacceptables pour la fonction publique.

Le ministre a par ailleurs répondu aux organisations syndicales par une fin de non-recevoir sur les 3 jours de carence, la baisse de l'indemnisation du congé maladie et a confirmé l'absence de mesures salariales pour 2024.

Tout cela est inacceptable. Les fonctionnaires ne sont pas un coût mais une richesse.

Pour Solidaires Fonction Publique, l'heure est à la mobilisation avec une journée de grève à construire face à la volonté réaffirmée du ministère d'imposer aux agent·es publics des mesures stigmatisantes et qui vont les appauvrir.

C'est ce que portera notre organisation dans l'unité la plus large notamment lors de l'intersyndicale de la semaine prochaine.